

# les prix territoriaux

La Gazette • GMF



**DÉCOUVREZ  
LE PALMARÈS  
DE LA 19<sup>E</sup> ÉDITION**

Les Prix Territoriaux sont organisés par :



En partenariat avec :



©Rawpixel Ltd. - stock.adobe.com

## Prix Territoriaux : une année anniversaire

En 2019, les Prix Territoriaux Gazette-GMF fêtent leurs vingt ans. Depuis toutes ces années, nous récompensons les projets les plus innovants mis en place par les équipes des collectivités locales en vue d'améliorer le service public, afin de valoriser le travail quotidien des agents et de permettre à de telles initiatives d'essaimer.

À occasion spéciale donc, dossier spécial ! Nous avons choisi cette année de vous présenter d'abord les lauréats de l'année 2018 : des projets qui concernent des domaines aussi variés que la santé, la culture, le développement durable et qui tous, illustrent les valeurs des Prix Territoriaux en matière de qualité du service rendu aux citoyens et de travail transverse des équipes.

Ensuite, en l'honneur des vingt ans des Prix, nous sommes retournés voir certaines des collectivités lauréates pour en savoir plus sur le devenir des projets récompensés au cours des dernières années : c'est donc avec plaisir que nous vous présentons six autres projets et leur évolution.

Dès aujourd'hui, vous pouvez vous aussi déposer un dossier et tenter de faire partie des lauréats de cette édition anniversaire des Prix Territoriaux : les candidatures sont ouvertes jusqu'au 5 juillet 2019.

**Bonne lecture,  
et à vos dossiers !**



## Conseil départemental des Ardennes **APPRENDRE AUX PLUS PRÉCAIRES À COMMUNIQUER AVEC L'ADMINISTRATION**

**« Je gère, donc je suis » : une formation pour savoir décrypter le langage administratif et utiliser l'informatique.**

Comprendre les ressorts administratifs, gérer un budget, utiliser un ordinateur... : la formation « Je gère, donc je suis » du conseil départemental des Ardennes (449 communes, 280 000 habitants) s'adresse aux personnes en précarité. Quinze ateliers, qui se déroulent sur une période de cinq mois.

### ET AUJOURD'HUI

De 2016 à 2019, sept sessions, animées par des professionnels, ont accueilli cinquante-neuf personnes, repérées par les services sociaux, Pôle emploi..., capables

ensuite de communiquer avec les services compétents pour faire valoir leurs droits. « Ils apprennent à devenir autonomes pour se consacrer à des projets d'avenir et poursuivre plus sereinement leur démarche d'insertion », explique Brigitte Raynaud, DGS du département. Le contenu des ateliers évolue en fonction des retours des participants et professionnels. En 2018, plusieurs séances autour de l'informatique ont été ajoutées. Les ateliers ont une autre vertu : maintenir ces personnes isolées dans une dynamique et leur offrir un lien avec l'extérieur.

**LANCEMENT : 2016 / PUBLIC : les personnes en situation de précarité**

**PARTENAIRES : centres sociaux, cyberbase, Caisse d'allocations familiales, Pôle emploi, plan local pour l'insertion et l'emploi (PLIE), associations et autres services sociaux...**

**BUDGET : du temps des agents, et 27 euros de fournitures par stagiaire (cahier, stylos...)**

**CONTACT : brigitte.raynaud@cd08.fr**



## Communauté de communes de Petite Terre (Mayotte) **LE SERVICE CIVIQUE, POUR MIEUX GÉRER LES DÉCHETS** Des volontaires en service civique sensibilisent la population aux gestes éco-citoyens



La communauté de communes de Petite Terre (2 communes, 25 000 habitants) a recruté et formé douze volontaires en service civique pour sensibiliser les habitants à l'environnement et à la gestion des déchets : tri sélectif, compostage, jours de collecte... Ce qu'ils ont fait pendant huit mois, suivis par quatre tuteurs et une coordinatrice, de porte en porte et lors d'événements publics.

### ET AUJOURD'HUI

L'opération a touché près de quatre mille personnes. Le porte-à-porte favorise les réponses directes aux questions des habitants et «humanise» les messages.

En interne, un lien s'est créé entre les directions environnement et politique de la ville. Quant aux volontaires, convaincus, ils sont désormais ambassadeurs dans leur quartier des éco-messages de la collectivité... Ce dispositif sera renouvelé pendant les trois ans de l'agrément avec l'Agence du service civique. La mission de terrain étant lourde sur une longue période, des coupures seront programmées pour se concentrer sur la sensibilisation en milieu scolaire. Cette initiative lutte contre l'exclusion sociale, l'oisiveté des jeunes et les incite à s'engager pour l'intérêt général, en apportant un service à la population.

**LANCEMENT : 2017 / PUBLIC : jeunes, population locale**

**PARTENAIRES : Agence service civique**

**BUDGET : 5 120 euros hors participation de l'Agence de services et de paiement (ASP)**

**CONTACT : anissa.aboudou@cc-petiteterre.fr**





Département du Gers

## MUTUALISER L'AIDE ALIMENTAIRE POUR AMÉLIORER L'INCLUSION SOCIALE

Une entité unique fédère les actions d'aide alimentaire du conseil départemental, des associations caritatives et des CCAS-CIAS sur tout le territoire.

Avec « Gers solidaire », le département du Gers (463 communes, 200 000 habitants) entend transformer une multitude d'actions d'aide alimentaire isolées en une approche concertée et homogène sur tout le territoire. Le conseil départemental, les associations caritatives et les centres communaux ou intercommunaux d'action sociale (CCAS-CIAS) ont en effet constaté qu'articuler leurs actions les rendraient plus efficaces.

### ET AUJOURD'HUI

Un groupement d'intérêt public (le GIP Gers solidaire) a été constitué. « À partir

de l'aide alimentaire, il œuvre vers un objectif d'inclusion sociale pour atténuer toutes les formes d'exclusion sur le territoire : pauvreté, âge, handicap, difficultés économiques... », explique son directeur, René Ortega. Le projet final se déclinera selon trois axes. Les aliments seront collectés et stockés dans un site de 450 m<sup>2</sup>, acquis par le conseil départemental auprès de la ville d'Auch, et mis à disposition du GIP par bail emphytéotique. Les aliments seront distribués dans une quinzaine de tiers lieux solidaires (Fablabs). « Des jeunes retraités pourront aussi y mettre leurs compé-

tences au service des bénéficiaires (accès au droit, au budget...), sans être liés à une association, lorsqu'ils le souhaitent », précise René Ortega. Deux services itinérants compléteront le dispositif : la « Croix-Rouge sur roues », qui va vers les plus démunis en milieu rural, et un bus numérique d'accès au droit, qui fera le tour des communes dès l'été 2019. Environ 20 000 personnes bénéficient de l'aide du GIP au moins une fois par an.

**LANCEMENT :** 2017 / **PUBLIC :** Les personnes en précarité

**PARTENAIRES :** Croix-Rouge, Fédération du Secours populaire du Gers, Banque alimentaire, Secours catholique Gers-Hautes-Pyrénées et les CCAS-CIAS

**BUDGET :** Achat du bâtiment : 220 000 euros ; réhabilitation : 450 000 euros dont 180 000 euros financés par mécénat

**CONTACT :** René Ortega, rortega@gers.fr

PRIX  
Gazette

Auvergne-Rhône-Alpes



## UN ROBOT DE TÉLÉPRÉSENCE RELIE LES LYCÉENS HOSPITALISÉS AU LYCÉE

L'élève suit les cours à distance, en étant présent en classe... grâce à un avatar mobile

Avec un petit robot sur roulettes, qu'il pilote à distance, l'élève malade ou handicapé assiste aux cours et se déplace dans l'établissement par téléprésence, sans quitter son domicile ou l'hôpital... Il interagit en temps réel avec les professeurs et les élèves, par la voix, les données et la vidéo, comme s'il était en classe. Le robot lycéen a été mis au point avec la Cité du design de Saint-Étienne, selon une méthodologie de type laboratoire d'usages, impliquant un échantillon des utilisateurs potentiels : élèves malades ou non, familles, professeurs, personnel, médecins, experts techniques...

### ET AUJOURD'HUI

Depuis la rentrée scolaire 2018, après une expérimentation probante de trois ans, une soixantaine d'exemplaires sont mis à disposition des autorités académiques. La téléprésence ne perturbe pas le déroulement des cours ni la vie de classe. « Les médecins ont constaté qu'en restant en contact permanent avec ses camarades et ses professeurs par l'intermédiaire du robot, l'élève hospitalisé était bien plus motivé à revenir à l'école et se battait mieux contre la maladie », se félicite Sandrine Chaix, conseillère spéciale déléguée au handicap de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. En effet, l'avatar mobile ren-

force la solidarité et rompt l'isolement de l'élève malade : maintien des liens, retour en classe plus facile, prévention du risque de décrochage scolaire... Cette innovation, une première mondiale portée par une administration publique, a favorisé l'émergence d'une filière de robotique de téléprésence en France et la création de neuf emplois, donc cinq emplois directs chez le prestataire.



**LANCEMENT :** 2018 / **PUBLIC :** élèves malades ou handicapés absents (650 établissements)

**PARTENAIRES :** rectorats, direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt, comité régional de l'enseignement catholique, Cité du design de Saint-Étienne, Centrale Lyon, Institut français de l'Éducation, université Lyon I, société Awabot

**BUDGET :** 1,2 million d'euros (100 robots, kits de télécommande, formation, maintenance)

**CONTACT :** isabelle.besson@auvergnerhonealpes.fr

PRIX  
GMF

Article paru dans la Gazette des Communes du 25 février 2019

## Communauté de communes Thiérache-Sambre-et-Oise (CCTSO)

### LE SERVICE PUBLIC VA À LA RENCONTRE DES USAGERS EN CAMPING-CAR...

Deux agents se déplacent en camping-car sur tout le territoire de la communauté pour aider les habitants à effectuer leurs démarches administratives.



Difficile pour les habitants des territoires ruraux d'accéder aux services administratifs, qui les ont désertés. La communauté de communes Thiérache-Sambre-et-Oise (CCTSO, Aisne, 36 communes, 18 000 habitants) a créé un service public itinérant, qui leur évite de parcourir des dizaines de kilomètres pour la moindre démarche. Deux agents se déplacent en camping-car et s'installent sur chaque place de village, pour une demi-journée de permanence fixe, une fois par mois. Les agents répondent, sans rendez-vous, aux ques-

tions basiques ou orientent les usagers vers le bon interlocuteur et les aident à effectuer des démarches administratives.

#### ET AUJOURD'HUI

« On va partout dans les communes, en totale autonomie, au plus près de l'utilisateur qui peut venir à pied et à vélo. Le service est davantage fréquenté que les maisons de service au public, qui elles sont fixes. Et nous n'avons pas à coordonner l'ouverture des salles une fois par mois dans les trente-trois communes », se réjouit François Xavier

Favaudon, directeur général des services de la CCTSO. Le camping-car est adapté à l'itinérance et aux conditions de travail des agents. Déjà aménagé (placards, toilettes, chauffage...), il offre deux espaces d'accueil et une connexion internet. Des panneaux solaires sur le toit alimentent le véhicule. Labellisé « maison de service au public » (MSAP), le véhicule est subventionné à 50%. En 2017, le service a accueilli 583 personnes et traité en moyenne 66 dossiers par mois. Un an plus tard, ce chiffre avait plus que doublé (141 dossiers par mois).

**LANCEMENT :** 2017 / **PUBLIC :** les habitants de la CCTSO et au-delà...

**PARTENAIRES :** caisse d'allocations familiales (Caf), Pôle emploi, Caisse de l'assurance retraite et de la santé au travail (Carsat), mission locale, Mutualité sociale agricole, caisse primaire d'assurance maladie, Défenseur des droits, préfecture de l'Aisne, DGFip, conseil départemental, gendarmerie, maison départementale des personnes handicapées.

**BUDGET :** investissement, 90 000 euros, dont subvention de 80% (DETR) ; fonctionnement, 60 000 euros en 2018, dont subventionné de 50%.

**CONTACT :** François-Xavier Favaudon, directeur général des services : fx.favaudon@cctso.fr



DR

Article paru dans la Gazette des Communes du 11 mars 2019

## Rennes Métropole

### LES ŒUVRES DU MUSÉE DE BRETAGNE TÉLÉCHARGEABLES ET RÉUTILISABLES

Sur le site du musée rennais, plus de 200 000 œuvres peuvent être téléchargées en haute définition et réutilisées librement, même à des fins commerciales.



La métropole de Rennes (Ille-et-Vilaine, 43 communes, 438 865 habitants) souhaite offrir à terme, en téléchargement gratuit sans autorisation préalable, les 600 000 œuvres du musée de Bretagne. Lorsqu'elles ne sont pas dans le domaine public, les ayants-droit signent cèdent les droits d'auteur dans des contrats mis au point par les services juridiques de la métropole. Il a aussi fallu migrer les données dans un nouveau logiciel.

chaque année. Les images en haute définition peuvent être réutilisées, y compris commercialement (éditeurs...) et les internautes peuvent ajouter des informations sur les notices : identification d'un lieu... Le site permet aussi de partager tout ce que l'on ne peut pas montrer pendant les expositions. « Le même logiciel gère les collections, la photothèque, les documentaires et les films, et un moteur de recherche unique donne des résultats dans toutes ces bases de données », se félicite Fabienne Martin-Adam, responsable inventaire et documentation des collections. Le portail permet un nouvel échange de connaissances entre la col-

lectivité et le public : tout l'été 2018, un groupe a partagé sur les réseaux sociaux des informations relatives à la seconde guerre mondiale. Les sept premiers mois, 140 000 pages ont été vues par 11 000 utilisateurs. En 2019, sortira une version améliorée qui, par rebonds, devrait être visible sur le portail Europeana.

#### ET AUJOURD'HUI

Plus de 201 000 œuvres sont accessibles en ligne (collections.musee-bretagne.fr), et le musée en numérise 50 000 de plus



© Alain Amet\_Musée de Bretagne\_Rennes

**LANCEMENT :** 2017 / **PUBLIC :** les internautes

**PARTENAIRES :** un prestataire de services, Decalog

**BUDGET :** 70 000 euros (logiciel et structuration du site internet) et du temps — le travail est fait en interne

**CONTACT :** Fabienne Martin-Adam, f.martin-adam@leschampslibres.fr

## QUE SONT-ILS DEVENUS ?

Othis 

### INCITER À LA LECTURE DÈS LA PETITE ENFANCE

**La commune multiplie les initiatives en faveur de la lecture et inculque aux enfants le goût des livres**

Cela fait dix ans qu'Othis (Seine-et-Marne, 6777 habitants) a créé le « chéquier presse républicain ». Un crédit de 50 euros, initialement remis à quelque quatre-vingt dix jeunes par an avec leur carte d'électeur, pour acheter des journaux à la maison de la presse communale. Le but : les faire lire en croisant les sources d'information afin de développer leur esprit critique. « Le projet est suspendu pour un temps pour des raisons électorales, mais il repartira..., précise le maire, Bernard Corneille. Pour des raisons éthiques, il n'était pas possible de distribuer de l'argent en même temps que la carte électorale. Lors des

années électorales, cela n'a donc pas été fait ». L'opération devrait être reconduite en 2020, après les élections municipales, au cours d'une cérémonie dédiée, si l'équipe est réélue. Car le goût de la lecture demeure très présent à Othis. La ville organise tous les ans le Salon des bébés lecteurs. Les élèves de maternelle et de primaire reçoivent par courrier deux livres, à l'occasion de leur anniversaire. « Et on plante un arbre par mois, en associant chaque enfant à un arbre sur lequel son nom est gravé, pour lui créer des racines. On est près de Paris, les parents viennent d'un peu partout, de la banlieue dense, d'où l'importance de leur trans-

mettre l'idée d'appartenance. Ce jour-là, la mairie leur donne un livre pour bébé en gros carton », ajoute le maire. En outre, la ville a racheté l'ancien dépôt de presse ; cet unique point de distribution de journaux ne trouvait pas de reprenneur. Othis fait partie des « Villes amies des enfants » de l'Unicef.

PRIX  
2009

**LANCEMENT :** 2009

**PUBLIC :** les jeunes dès le berceau

**PARTENAIRE :** la maison communale de la presse

**BUDGET :** 4 500 euros pour les chèquiers républicains

**CONTACT :** communication@othis.fr

Poitiers 

### DÉDIÉ AU HANDICAP, LE FESTIVAL LES ACCESSIFS PREND DE L'AMPLEUR

**Théâtre, arts visuels, spectacle vivant, sport adapté, conférences... : tous les deux ans, le Grand Poitiers vit au rythme d'un immense festival dédié aux personnes handicapées**

Spectacles, ateliers, rencontres sportives, conférences... Organisé pour la première fois en 2010, par les services de la ville et de l'agglomération de Poitiers qui comptait alors treize communes, le festival Les Accessifs concerne aujourd'hui les quarante communes de la communauté urbaine et quelque cent partenaires institutionnels et associatifs. Pendant un mois, à travers une cinquantaine d'initiatives, tous s'attachent à faire reculer les regards négatifs sur le handicap. « C'est devenu un festival qui compte sur le territoire et qui a essaimé... Nous dépassons même les frontières de la communauté urbaine », commente Abderrazak Halloumi, adjoint au maire en charge du handicap et de la lutte contre les discriminations de la ville. Depuis 2013, la manifestation sportive s'Handi Férence inaugure ou clôture l'événement, le temps d'un week-end. Le fes-

tival est désormais biennal ; l'année où il n'a pas lieu, la collectivité présente une rétrospective des actions en faveur du handicap à l'occasion de la semaine européenne de l'emploi handicapé, en novembre et distribue son guide « Partager la ville, un engagement citoyen », réédité régulièrement. « Les Accessifs ne sont qu'une vitrine du travail de toute l'année, comme si l'on mettait bout à bout les initiatives pour en faire un film », poursuit Abderrazak Halloumi. La quasi-totalité des services sont mobilisés sur le handicap : sports, culture, communication, espaces verts, voirie, musée, médiathèque... L'action poitevine a multiplié les récompenses des professionnels : elle a été primée par l'Ocirp, l'Association pour adultes et jeunes Handicapés (Apajh) et l'Association nationale des conseils d'enfants et de jeunes (Anacej).



© Fred P.

**LANCEMENT :** 2010

**PUBLIC :** les personnes handicapées, les habitants, du Grand Poitiers et au-delà

**PARTENAIRES :** une centaine de partenaires institutionnels et associatifs

**BUDGET :** le temps des agents et l'engagement des bénévoles

**CONTACT :** david.karmann@grandpoitiers.fr

PRIX  
2010

Conseil départemental de l'Orne



## LE MAMMOBILE POURSUIT SON CHEMIN, MAIS PERD SON AUTONOMIE

**PRIX 2012**

**Le camion de radiologie mobile sillonne les zones rurales du département. Il a dépisté plus de 1 500 cancers.**

En 1992, le département de l'Orne entamait une politique de dépistage du cancer du sein en zone rurale. Dans un camion de radiologie, le « mammobile », une manipulatrice radio et un médecin (généraliste ou gynécologue) se chargent des examens. Les clichés numériques sont lus chaque soir dans une salle d'imagerie à Alençon par des radiologues. Vingt-sept ans plus tard, alors que plus de 1 500 cancers ont pu être dépistés, sur une population cible de 49 000 femmes — un chiffre dans la moyenne nationale —, le fonctionnement du service connaît un bouleversement. Au 1er janvier 2019, à la demande de l'agence régionale de santé (ARS), les structures départementales de dépistage ont fusionné en une structure régionale unique, gérée par une association. « Le conseil départemental de l'Orne conserve l'exclusivité pour son territoire, mais il n'est plus organisateur. Il devient le seul service de dépistage de la région qui ne soit pas sous forme associative. Tout transit désormais par la structure régionale qui prend les décisions et délègue des fonds », déplore Annick Notarie, méde-

cin-coordonateur des dépistages dans l'Orne. Un second véhicule sillonnera les autres départements (Calvados, Eure, Manche, Seine-Maritime), à raison de cinquante stationnements par an tous les deux ans. En 2018, le mammobile ornaï a visité soixante sites. La régionalisation

sert aussi de support à une étude de l'Inserm, montrant que le service mobile réduit les inégalités d'accès territoriales et sociales au dépistage. Si l'étude est concluante, la mammographie mobile pourrait être étendue à d'autres départements en désertification médicale.



**LANCEMENT :** 1992 **PUBLIC :** les femmes des zones rurales du département  
**PARTENAIRE :** les radiologues d'Alençon  
**BUDGET :** sera désormais géré par le conseil régional  
**CONTACT :** hebert.pascal@orne.fr

© Le publicateur libre

Aulnay-sous-Bois



## ALIMENTATION ET GASPILLAGE ALIMENTAIRE : LE COMBAT CONTINUE

**PRIX 2014**

**Après avoir sensibilisé pendant des années les habitants des quartiers sociaux à ne pas jeter de restes de pain par les fenêtres, la ville poursuit son action sur le gaspillage alimentaire**

Collecte et réutilisation du pain, ateliers de cuisine, livres de recettes... : en 2013, la commune a entrepris de sensibiliser les habitants des quartiers sociaux à ne pas gaspiller la nourriture et à ne pas jeter les restes par la fenêtre, pour des raisons de salubrité évidentes. Un comportement qui a aussi pour conséquence d'attirer en ville des nuisibles (rats...). Lancée pour trois ans, l'opération le Grand détournement du pain a pris fin en mai 2016 avec, en apothéose, l'organisation du concours culinaire Aulnay-chef. L'idée : utiliser le pain comme ingrédient de base des recettes. Ce concours, où s'affrontent une vingtaine

de candidats, prolonge, sous une autre forme, le travail engagé en 2013 dont les bailleurs sociaux reconnaissent aujourd'hui l'impact. C'est aussi l'occasion d'organiser de nouveaux ateliers : récupérer les restes, cuisiner les épiluchures... L'ancienne animatrice du projet, qui a intégré la maison de l'environnement communale, noue des partenariats avec les associations et sensibilise régulièrement enfants et adultes sur les déchets et le gaspillage alimentaire. Partenaire depuis 2018 du festival international du film Alimenterre, la commune proposera en septembre 2019 une exposition sur

l'alimentation. « Ce festival peut être l'occasion de toucher des communautés car ces films parlent de ce qu'il se passe à l'autre bout de la planète, et nous voulons aussi valoriser les associations des pays d'origine des pays grâce à ce festival », précise Isabelle Jackisch, responsable de la maison de l'environnement.

**LANCEMENT :** 2013 **PUBLIC :** les habitants de quartiers sociaux  
**PARTENAIRE :** associations locales, festival Alimenterre  
**CONTACT :** ijackisch@aulnay-sous-bois.com

Conseil départemental du Tarn



## L'AUTABUS : EN ROUTE VERS LA FORMATION NUMÉRIQUE

À bord du bus solidaire, les travailleurs sociaux aident les foyers les plus démunis et leur apportent des colis de nourriture

Depuis 2013, en partenariat avec la Croix-Rouge, un bus solidaire se rend dans une cinquantaine de villages du département du Tarn pour aider les foyers les plus démunis. Au-delà de la distribution de nourriture, les travailleurs sociaux de l'Autabus les aident à régler divers problèmes (santé, logement...). S'il est impossible de le généraliser à tous le département, d'autres zones rurales bénéficieront elles aussi bientôt de la visite de l'Autabus. « Mais surtout, dans le même esprit, je souhaite développer un travail sur la fracture numérique, toujours avec la Croix-Rouge, s'enthousiasme Christophe Ramond, président du conseil départemental. Former les jeunes et les moins jeunes à l'utilisation du numérique pourrait être un prolongement efficace de l'Autabus, qui va au plus près des territoires.

En zone rurale, savoir effectuer les formalités en ligne ou conserver ses codes d'accès est compliqué, et ce n'est pas toujours une question d'âge... ». Au lieu de remplir les formulaires à la place des personnes en précarité, les services sociaux pourraient ainsi les aider à être plus à l'aise avec les outils numériques, comme c'est déjà le cas dans une des maisons du département. « L'Autabus est une forme différente d'accueil et d'écoute des habitants, qui crée du lien social auprès de la population des villages. Certains s'arrêtent pour boire un café et discuter cinq

minutes, même s'ils n'ont pas besoin des services... », poursuit Christophe Ramond. Les travailleurs sociaux de l'Autabus ont aidé près de sept cents familles, soit environ 1 800 personnes, depuis sa création.



**LANCEMENT :** 2013 **PUBLIC :** les habitants de 53 communes en zones rurales  
**PARTENAIRE :** La Croix-Rouge **CONTACT :** sylvie.gaulene@tarn.fr

PRIX  
2015

Communauté d'agglomération Plaine-Vallée



## LE STAGE DE COHÉSION EST RECONNU PAR LE CNFPT

Une journée en milieu militaire, pour apprendre aux forces de sécurité du territoire à bien coopérer sur le terrain

Chaque fin juin depuis dix ans, la communauté d'agglomération de Plaine-Vallée (Val-d'Oise, 18 communes, 183 000 habitants) réunit les personnels de sécurité au Fort militaire de Montmorency : policiers municipaux, nationaux, gendarmes, sapeurs-pompiers, agents de sécurité de la SNCF et de la RATP... Objectif : apprendre à se dépasser ensemble pour mieux coopérer lors des interventions sur le terrain. Tous les encadrants sont déjà formateurs ou référents professionnels de formation. Quelque sept cents agents sont passés par ce stage de cohésion, dont 15% de filles. En 2016, il a été ouvert aux agents de sécurité privée. « La notion de cohésion demeure mais les ateliers ont évolué. Ils étaient davantage axés sur l'échange d'expériences et la transmission de savoir », constate Dominique Guilloux, coordonnateur de la police d'agglomération. Ils sont devenus « plus technico-pratiques » : intervention dans un supermarché reconstitué, prise en compte des premiers soins aux victimes,

pose de garrot... Deux films montrent le travail des stagiaires et la difficulté des ateliers. « Il y a aussi une vraie implication des représentants des forces de sécurité de l'État », poursuit Dominique Guilloux. En 2018, le directeur départemental de la sécurité publique est venu clôturer le stage ». Et, au-delà d'un Trophée de la sécurité qui a récompensé l'action de l'agglomération en 2016, Plaine-Vallée peut se féliciter d'une vraie reconnaissance : le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) lui confie l'organisation d'une journée de cohésion à chaque session de

formation initiale d'application des gardiens et des chefs de service de police municipale de la grande couronne de Paris.



**LANCEMENT :** 2008  
**PUBLIC :** les personnels de sécurité intervenant sur le territoire de l'agglomération  
**PARTENAIRE :** direction de la police judiciaire de Paris  
**BUDGET :** environ 10 euros par agent, hors salaire des encadrants  
**CONTACT :** dguilloux@agglo-plainevallee.fr

PRIX  
2016

# 3 bonnes raisons de participer

## 1 Se présenter

Se présenter aux Prix Territoriaux permet de synthétiser et de mettre en mots un dispositif qui n'est parfois connu que de ses seuls acteurs. Explicitée et partagée par l'ensemble des agents, l'initiative s'inscrit dans la mémoire de la collectivité et prend de la valeur.

## 2 Concourir

Concourir est l'occasion d'évaluer, en interne, son dispositif, de façon rigoureuse et constructive. Puis, de bénéficier du regard extérieur d'un jury constitué de professionnels au fait des exigences du service public local et qui délibèrent dans un esprit bienveillant.

## 3 Être récompensé

Être récompensé par les Prix Territoriaux constitue une formidable opportunité de communication. La Gazette des communes et ses partenaires relaient l'information en diverses occasions. Pour les lauréats, recevoir un Prix permet de valoriser le projet autant auprès des équipes internes que des usagers.

## Vous êtes lauréat ? La Gazette le fait savoir !



Une présentation de votre réalisation sur le site [www.prix-territoriaux.fr](http://www.prix-territoriaux.fr)



Annnonce du palmarès : remise des prix lors du Salon des Maires



Un article sur votre réalisation dans la Gazette des communes

Les Prix Territoriaux sont organisés par :



la Gazette  
des communes et des départements et des régions

DÉPOSEZ VOTRE CANDIDATURE AVANT LE 5 JUILLET 2019  
sur [www.prix-territoriaux.fr](http://www.prix-territoriaux.fr)

Règlement complet disponible à cette adresse

Contact: Cécile Dulas - 01 55 21 11 43 - [cdulas@gmf.fr](mailto:cdulas@gmf.fr)

